



N°1237  
14 au 27 avril 2023



## Focus



### Bien dans ma ville - Série de Podcast

CNFPT, 04/2023, 18.48 mn

<https://view.genial.ly/643564ea11dc0d001134220d>

Le Cnfpt propose une série de podcasts, « Bien dans ma ville », pour identifier des leviers en urbanisme et aménagement qui améliorent la santé des habitants. Un rv hebdomadaire, à partir du 18 avril à retrouver dans les e-communautés "Urbanisme et Aménagement" et "Santé et territoires", pour tous les acteurs de la qualité de vie, avant la possibilité d'en échanger lors d'une visio le 4 juillet.

1er RV avec Charlotte Marchandise, pour comprendre en quoi et pourquoi il est facile et utile de viser le bien être des habitants.

Abonnez-vous à la e-communauté santé et territoires : <https://e-communautes.cnfpt.fr/sante-et-territoires>

**Coopérer pour réinventer les politiques culturelles** / Centre National de la Fonction Publique Territoriale, 05/04/2023

<https://www.cnfpt.fr/sinformer/mediatheque/dossiers/cooperer-reinventer-politiques-culturelles>

En matière culturelle, les collectivités locales n'ont, contrairement aux autres domaines de la politique publique, pas de compétence obligatoire. Leur intervention relève historiquement d'une appropriation volontaire. Dans le cadre de clause de compétence générale et en fonction de la volonté de leurs élus, elles ont pu développer leur empreinte en matière de politique culturelle, en assumant des actions locales, opérationnelles décentralisées et en portant l'innovation.

La compétence culturelle partagée confortée par la loi NOTRe en 2015 a favorisé ce dynamisme et cette effervescence de la vie culturelle locale. La capacité de tous les échelons territoriaux en matière culturelle a en effet encouragé l'addition d'initiatives, de financements et de dispositifs contractuels... au point de rendre les politiques culturelles territoriales parfois peu lisibles.



## Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

## Action éducative/Restauration scolaire/Sport

**Sport et handicap : l'effet JO tarde à se faire sentir** / PICOT David, ROUX Florence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.30-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739126/l-effet-jo>

" Inspirer ", " Inclure ", " Organiser ", des Jeux " exemplaires en matière d'accessibilité universelle" : Paris 2024 porte de grandes ambitions en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap. Les collectivités locales tentent de profiter de l'élan olympique pour accélérer sur le sujet du parasport. Encore faut-il être en mesure d'investir et de lever les freins pour une meilleure connaissance du sujet. A quinze mois du lancement des Jeux olympiques, rendre les transports accessibles reste compliqué en Ile-de-France. Avec d'ores et déjà une déception identifiée et une occasion manquée : l'(in)accessibilité de stations du métro parisien.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739131/le-bloc>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739135/en-ile-de-france>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739139/j-espere>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739141/a-lire>



**A Nantes, les collégiens des quartiers délocalisés en centre-ville** / HUTEAU Hélène

Lagazettedescommunes.com, 20/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/863596/a-nantes>

La Loire-Atlantique ferme certains collèges à Nantes et redéploie leur population dans une logique de mixité, au sein de la métropole. Une démarche basée sur les transports et l'accompagnement des familles et des professeurs.

**Des nouvelles mesures contre le harcèlement scolaire**

Service-public.fr, 17/04/2023

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A16509?xtor=EPR-100>

Prévenir et traiter plus rapidement les situations complexes de harcèlement scolaire, notamment dans le premier degré. Tel est l'objectif des nouvelles mesures annoncées par le ministère de l'Éducation nationale. Service-Public.fr vous présente le nouveau dispositif de prévention.

**Mixité sociale des collèges : Angers à l'heure de l'évitement généralisé**

Lemonde.fr, 13/04/2023

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/04/13/mixite-sociale-des-colleges-angers>

Le poids du privé, les contours de la carte scolaire ou les dérogations entre établissements publics conduisent la plupart des familles angevines à ne pas choisir leur collège de secteur. Non sans conséquences sur le fonctionnement des établissements les plus contournés.

**Guide des parasports pour les élus aux sports** / Ministère des Sports, 2023

<https://www.sports.gouv.fr/guide-des-parasports-pour-les-elus-aux-sports-18>

Le guide des parasports à destination des élus aux sports permettra d'accompagner les politiques publiques parasportives et acculturer les élus aux singularités du parasport en leur apportant non seulement des clés de compréhension (disciplines, équipements, formation, encadrement et le milieu scolaire) mais en proposant également des solutions différenciées selon les types de collectivités (communes rurales ou urbaines, des communes de tailles plus petites et grandes...) et en valorisant les bonnes pratiques identifiées sur les territoires.

[Retour sommaire](#)

## Action internationale/Europe

### Europe : Les territoires s'emparent de la question climatique [Dossier]

Intercommunalités, 04/2023, n° 281, p. 8-17

<https://www.intercommunalites.fr/publications/les-territoires-europeens>

Partout en Europe, les territoires construisent leur modèle d'adaptation au changement climatique. En parallèle, la transition peut être l'occasion de rapprocher l'Union Européenne et les collectivités locales, au travers de programmes européens, mais aussi dans le cadre des initiatives en réseau.

## Aménagement et développement des territoires

### Le ZAN remet à plat le modèle économique de l'aménagement

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 24/04/2023, n° 2662, p. 44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40738966/le-zan-remet-a-plat->

Avec l'objectif de zéro artificialisation nette, la sobriété foncière devient un enjeu central de l'aménagement. La réduction de la consommation foncière soulève des difficultés politiques et opérationnelles. Elle est avant tout une question de modèle économique.

### Les zones d'activité au défi du ZAN / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 24/04/2023, n° 2662, p.36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739148/les-zones>

Avec les exigences du ZAN, les intercommunalités se doivent de décliner une stratégie d'optimisation du foncier dans leurs zones économiques. La planification foncière et économique impose une concertation efficace entre l'intercommunalité, les communes et les entreprises. Après une analyse économique et un recensement du foncier disponible, les partenaires définissent les nouvelles conditions d'accueil des entreprises.

### Les collectivités se mobilisent pour la réindustrialisations / NEAU Cédric

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 17/04/2023, n° 2661, p.8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/863055/les-collectivites-se-mobilisent->

Un nouveau plan s'impose pour aider les collectivités à faire éclore des projets industriels dormants sur leurs territoires. Leur accompagnement est la garantie d'un effet de levier important, pour peu que des freins, comme le zéro artificialisation nette des sols ou la sécurisation énergétiques soient levés. C'est ce qui ressort du webinaire organisé par "La Gazette", le 27 mars, avec Olivier Lluansi, Bénédicte Brienne et Laurent Trogrlic.

### Territoires ruraux : un accès aux services publics encore insuffisant

Vie publique, 14/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/288986-territoires-ruraux->

Haut débit, maisons France services, soins... Si les territoires ruraux qui représentent 91,5% du territoire sont mieux pris en compte, des problèmes persistent tant sur la couverture numérique, l'éloignement des services publics ou encore l'accès à la santé de ces territoires souligne un rapport parlementaire du 6 avril 2023.

### « Avec le ZAN, l'Etat promeut un urbanisme de tableaux Excel » / HELIAS Aurélien

Courrier des maires et des élus locaux (Ie), 04/2023, n° 370, p. 14-16

<https://www.courrierdesmaires.fr/article/avec-le-zan>

Spécialiste de l'urbanisme et de l'aménagement, Eric Charmes travaille de longue date sur les territoires périurbains et leurs populations. Des travaux qui lui permettent de battre en brèche plusieurs idées préconçues, tant sur ces territoires que sur le modèle honni du pavillon. Et d'avoir un regard critique sur la manière dont l'Etat souhaite lutter contre l'étalement urbain avec le « zéro artificialisation nette »

[↩ Retour sommaire](#)

## **Industrie - Relocaliser, verdir, former : le triple défi [Dossier]**

Courrier des maires et des élus locaux (le), 04/2023, n° 370, p. 26-56

La réindustrialisation du pays est-elle en marche ? Voit-on revenir ou s'installer des usines ? Pour l'heure, malgré quelques implantations encourageantes, ce sont surtout les obstacles qui se font jour : aides publiques corsetées, accès au foncier ardu, décarbonation balbutiante, faible acceptabilité sociale de l'usine à côté de chez soi. . . Sur le terrain, des élus locaux comptent peser de tout leur poids pour que fleurissent des industries : soutien financier et logistique, appui aux investisseurs privés, mise à disposition de terrains, etc. Les collectivités veulent aussi apporter leur écot à la décarbonation de l'industrie, en responsabilisant tant les entreprises, via la commande publique et des incitations à coopérer entre elles, que les consommateurs. Mais aussi en formant du mieux possible, sur place, aux emplois industriels de demain. Pour faire à nouveau de ce secteur un moteur du développement local.

## **Les coûts de l'étalement urbain / KOCH Marjolaine**

Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 48-49

<https://www.lettreducadre.fr/article/les-couts-de-l-etalement-urbain.53282>

Accepter un lotissement de plus, c'est accepter des coûts supplémentaires. Des études ont évalué l'impact de la densité d'un territoire sur les coûts supportés par les collectivités. Mais ces coûts sont aussi environnementaux.

## **La dérogation en droit de l'urbanisme : autorisation spéciale ou premier pas vers une généralisation de la règle ? / DADON Amélie, MATHEVON Elise**

Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 74-77

<https://www.lettreducadre.fr/article/la-derogation-en-droit-de-l-urbanisme->

Le droit de l'urbanisme, c'est aussi un droit de dérogations. Construites historiquement ou plus opportunément (notamment à l'occasion des Jeux olympiques), ces dérogations permettent d'ouvrir le champ des possibles de la coconstruction d'un nouveau paysage urbain. Mais les évolutions restent encore encadrées.

## **Logement : priorité aux résidents permanents ? / CORMIER Louise, VORMS Bernard**

Terra nova, 04/2023, 22 p.

<https://tnova.fr/economie-social/logement-politique-de-la-ville/logement-priorite-aux-residents>

Dans de nombreuses zones sur le territoire national, les élus locaux sont confrontés à des demandes d'habitants de privilégier l'accès au parc locatif privé et social ou l'accession à la propriété aux résidents locaux, voire de le leur réserver. Cette revendication de plus en plus bruyante témoigne des tensions du marché du logement, au-delà des centres urbains, dans des zones où la rivalité des usages, avec les locations touristiques, les déménagements post-Covid ou l'attrait des résidences secondaires notamment, est forte. Quand le logement social est insuffisant pour répondre à l'aspiration résidentielle, la puissance publique dispose-t-elle d'autres moyens que de produire des logements sociaux pour répondre à ces demandes ?

## **"80% de la ville de 2050 est déjà là : c'est ici qu'il faut agir"**

Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 44-46

<https://www.lettreducadre.fr/article/christine-leconte-80-de-la-ville-de-2050->

La présidente de l'Ordre des architectes, Christine Leconte, livre un vibrant plaidoyer pour l'adaptation de nos villes aux impératifs climatiques. La profession qu'elle représente, nous dit-elle, a pris le tournant de ces changements profonds et nécessaires. Encore faut-elle qu'elle soit suivie.

## **La compétence mobilité permet de diversifier l'offre aux usagers / POTTIEE SPERRY Philippe**

Maires de France, 04/2023, n° 411, p. 30

La communauté est devenue autorisée organisatrice de la mobilité (AOM) pour enrichir et diversifier son offre de transports, à partir du 1er janvier 2024.

[↩ Retour sommaire](#)

## Culture

### **Cette scène nationale qui travaille à l'échelle de l'interco** / DUNOUAU Aurelie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.42

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40738958/cette-scene>

Le festival Roulez jeunesse donne corps à une coopération nouvelle entre communes.

### **Amateurs, artistes et agents, un trio gagnant pour la culture** / CHETRIT Judith

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 17/04/2023, n° 2661, p.42-44

<https://www.lagazettedescommunes.com/863058/amateurs-artistes-et-agents->

Lien intergénérationnel, animation du territoire, épanouissement individuel . . . les pratiques culturelles en amateur, parfois minimisées, sont pourtant riches. Corrélée au sujet de la participation des habitants, la pérennisation d'activités individuelles et collectives dépend d'un engagement sur leur développement ? L'intégration de ces activités dans une politique culturelle, au-delà des subventions, passe par le biais de prêts de matériels et d'espaces, ou d'un lien fort avec les professionnels.

### **Culture : Le numérique s'invite au musée** / ROBERT Christophe

Maires de France, 04/2023, n° 411, p. 50-51

Les nouvelles technologies révolutionnent la mise en valeur des collections et du patrimoine local. Explications et exemples inspirants.

<https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Provence-Alpes-Cote-d-Azur>

### **Les Français et la lecture - Résultats 2023** / Centre National du Livre

Ministère de la culture, 04/2023, 87 p

[https://medias.vie-publique.fr/data\\_storage\\_s3/rapport/pdf/289058.pdf](https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/289058.pdf)

Avec ce baromètre, le Centre National du Livre (CNL) contribue à une meilleure connaissance des Français, qu'ils soient lecteurs ou non, et s'interroge ainsi sur un enjeu majeur pour les professionnels du secteur du livre le public, point de jonction de l'ensemble des acteurs en aval de la chaîne du livre.

Produit depuis 2015, ce baromètre a vocation à proposer tous les deux ans une étude complète sur les Français et la lecture.

Ce baromètre a pour objectifs de :

- suivre l'évolution des pratiques de lecture des français dans le temps,
- mieux comprendre les raisons d'un éventuel désengagement vis à vis de la lecture,
- pour in fine faire venir ou revenir à la lecture les publics qui en seraient éloignés.

### **Désherbage en bibliothèque : la seconde vie des collections** / CASIMIR Sivagami

Archimag, 04/2023, n° 363, p. 26-27

Les campagnes de désherbage sont monnaie courante dans les bibliothèques. Elles permettent d'actualiser les collections et faire de la place dans les rayonnages par l'élagage des ouvrages ou ressources multimédias obsolètes.

### **Jeunesse, politique et culture : changer l'optique [Dossier]**

Observatoire (l') : la revue des politiques culturelles, 2023, n° 60, p. 7-71

<https://www.cairn.info/revue-l-observatoire-2023-1.htm>

- Pour en finir avec une vision désenchantée de la jeunesse
- Civiliser les individus : les paradoxes de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle
- Un portable sinon rien ? Les pratiques culturelles des jeunes à l'ère numérique
- Culture à l'université : un cas singulier de démocratie culturelle
- « Jeunesse et citoyenneté » : 23 recommandations du Sénat sans poésie
- Les comités culturels de jeunes : nouveaux territoires de médiation culturelle
- Enseignement agricole : l'art et la culture pour comprendre l'époque
- L'influence du numérique sur les choix culturels des utilisateurs du pass Culture
- Et si on on changeait de posture ?
- Réel, le festival de la jeunesse à Villeurbanne : un événement par et pour les jeunes
- Une nouvelle jeunesse pour les politiques culturelles ?

<https://www.vie-publique.fr/rapport/285380-redynamisation-de-la-culture-citoyenne->

[Retour sommaire](#)

## **Politiques culturelles territoriales - Coopération et droits culturels, transitions écologique et sociétale, éducation et formation [Dossier]**

Nectart, 2023, n° HS1, p.3-94

<https://www.cairn.info/revue-nectart-2023-HS1.htm>

- Edito : La transition des politiques culturelles territoriales
  - Ouverture : Mise en perspective du séminaire de Guingamp - La coopération culturelle face aux nouveaux enjeux territoriaux
  - Chapitre 1 - Enjeux de coopération et de droits culturels
    - Comment les droits culturels transforment les politiques culturelles
    - Patrimoine immatériel, transmission des langues et des récits
    - Ces cultures méprisées restées dans l'ombre...
    - Les pactes culturels dans le Département des Côtes-d'Armor : la coopération à l'œuvre
  - Chapitre 2 - Enjeux des transitions et leurs conséquences dans les territoires
    - Le récit d'une politique de transition
    - Loos-en-Gohelle, gueule noire devenue verte par la démocratie
    - D'une remontée des Aygalades à la reconnaissance d'un fleuve - Comment faire culture autour d'un cours d'eau
    - Le projet culturel de territoire de Loire Forez Agglo - Éprouver les transitions dans un territoire rural
  - Chapitre 3 - Enjeux d'éducation et de formation
    - Le « 100 % EAC » - Désormais une réalité dans les territoires !
    - EAC et participation à la vie culturelle
    - La culture en partage tout au long de la vie
- <https://www.youtube.com/playlist?list=PLezfHUrfDU60xGjdkwRMbALrUUrJNREw>

## **Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics**

### **Services : remettre de l'humain [Dossier] / CHERMANN Elodie**

Monde (le), 25/04/2023, n° 24355, p. 14-15

Engagée depuis plusieurs années avec l'arrivée d'Internet, l'automatisation des rapports entre usagers et services publics ou consommateurs et entreprises conduit à la dépersonnalisation des relations et à l'exclusion d'une partie de la population. Une révolution s'impose.

### **Le critère du service public dans la qualification du contrat administratif : Des incertitudes persistantes / DEVILLERS Hugo**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 24/04/2023, n° 15, p. 763-769

Le critère du service public dans la qualification du contrat administratif a toujours suscité des difficultés. L'emploi de ses multiples déclinaisons est souvent hésitant et imprécis, ce qui génère une jurisprudence versatile, peu propice à la sécurité juridique nécessaire à la vie administrative et économique. En dépit de la création de blocs de compétences par le juge des conflits ou par le législateur, les contrats constituant une modalité d'exécution du service public et ceux qui font participer le cocontractant à ce dernier sont difficiles à identifier et à distinguer les uns des autres. Si la qualification du contrat administratif fut une remarquable construction de la jurisprudence, c'est aujourd'hui au législateur de se saisir de la question.

### **Le soutien aux élus victimes d'agression renforcé au pénal / DEBRAY Aurélien**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.50-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739000/le-soutien>

La possibilité pour les associations d'élus, de se constituer partie civile, ne pourra valoir que pour les instances déjà introduites. Il s'agit donc des instances qui sont déjà présentes dans les juridictions. Les associations ne pourront pas se constituer partie civile si elles n'ont pas reçu l'accord de l'élu. L'action publique ne pourra être enclenchée que par le ministère ou la partie lésée. Un décalage entre le temps judiciaire et celui du mandat peut exister lorsqu'un élu ne l'est plus. La réforme, avec les soutiens qu'elle prévoit, limite les effets de ce décalage.

[Retour sommaire](#)

## **La parité, un nouveau critère qui laisse perplexe / DAYCARD Laurène**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.6-8

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739036/la-parite>

D'ici à la fin du quinquennat, les entreprises ne respectant pas les critères d'égalité entre les femmes et les hommes seront exclues des marchés publics. Si l'intention est louable, dans les faits, les obstacles sont nombreux.

## **Services publics : des difficultés d'accès récurrentes selon la Défenseure des droits**

Vie-publique.fr, 18/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/289054-services-publics-des-difficultes-daccess->

Avec 125 456 réclamations reçues en 2022, la Défenseure des droits a traité 9% de plus de réclamations qu'en 2021. L'année 2022 a été marquée par une série de difficultés récurrentes qui ont poussé les usagers de services publics à se tourner vers la Défenseure des droits. Dans son rapport annuel d'activité, la Défenseure des droits souligne que 2022 a de nouveau été marquée par une série de difficultés, souvent administratives, qui "révèlent les diverses et multiples entailles dans les principes qui fondent notre société".

<https://www.vie-publique.fr/rapport/289053-le-defenseur-des-droits-rapport-annuel->

## **Les conventions citoyennes locales [Dossier]**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 17/04/2023, n° 14/2023, p. 701-721

Les expériences de conventions citoyennes locales, menées par des collectivités territoriales mais aussi des établissements publics de coopération, se sont multipliées ces dernières années. Les universitaires ne se sont guère penchés, jusqu'à présent, sur un phénomène qui n'est pas encadré par des textes et n'a pas donné lieu à jurisprudence. Et pourtant, comme en témoignent deux doctorants de l'université Clermont Auvergne, qui ont observé de l'intérieur celle de Clermont- Ferrand, la doctrine y a sa place. Pour l'administration, une convention citoyenne locale est un outil précieux pour faire évoluer les représentations réciproques entre agents publics et habitants. Faut-il, pour autant, bâtir un droit commun de la convention citoyenne locale ?

- Regard sur une manière d'étudier les conventions citoyennes locales. Antoine Carpentier
- Les acteurs des conventions citoyennes locales : réflexions sur le vitalisme conventionnel. Grégoire Talpin
- La convention citoyenne de Clermont-Ferrand. Jean-Damien Colombeau
- Vers un droit commun de la convention citoyenne locale ? Christophe Testard

## **L'usager, coproducteur du service public : Vers un statut de l'usager coproducteur ? / MONDOU Christophe**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 04/2023, n° 4, p. 222-225

Si, sur le principe, l'usager est considéré comme étant un bénéficiaire passif de la prestation fournie par le service public, parfois même sans se soucier si la prestation correspond finalement à ce qu'il en attend, on assiste depuis quelques années à un phénomène de collaboration de l'usager à ce service, à une co-production. Le passage d'usager à usager coproducteur modifie la nature du service public et entraîne quelques conséquences sur lesquelles il convient ici de se pencher.

## **Dématérialisation des marchés publics : quel bilan ?**

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 04/2023, n° 241, p. 13-65

- Dématérialisation de la commande publique : quelles obligations pour quels contrats ?
- Le point sur les données essentielles de la commande publique
- Dysfonctionnements de la plateforme d'acheteur au moment de la remise d'une offre : qui est responsable ?
- Le DUME : état des lieux
- Traitement des plis électroniques : conseils et recommandations
- Candidatures et offres erronées, incomplètes dans le cadre de la dématérialisation
- Vers un peu de souplesse dans l'appréciation de l'offre hors délai
- Dématérialisation et confidentialité
- Le régime juridique des signatures électroniques dans les marchés publics
- Dématérialisation et télétransmission des contrats de la commande publique
- L'archivage des pièces de la commande publique

[↩ Retour sommaire](#)

**Les démarches participatives dans les quartiers prioritaires : Etat des lieux 2014-2023** / Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, 04/2023, 44 p.

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-04>

Huit ans après le vote de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (LPVCU), et à la veille du renouvellement des contrats de ville, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) dresse un état des lieux des démarches participatives à l'œuvre dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Ce travail répond à plusieurs objectifs. D'abord, le caractère obligatoire de la création des conseils citoyens impose d'apprécier l'effectivité de leur mise en œuvre. Ensuite, cette analyse doit contribuer à nourrir les travaux en cours relatifs à la future contractualisation, laquelle devra prévoir les modalités de la participation des habitants. Il doit, enfin et peut-être surtout, permettre de reconnaître l'engagement des habitants qui se sont mobilisés dans les conseils citoyens et dans le cadre d'autres démarches participatives depuis huit ans.

**Intercommunalité : ménage à 158 [Dossier]** / DELOISON Yves

Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 26-34

<https://www.lettreducadre.fr/article/intercommunalite-menage-a-158.53327>

Comment vivre dans des intercos géantes ? Comment organiser une gouvernance à, parfois, plus de 100 communes ? Voilà comment, de Bourg-en-Bresse au Pays Basque, on vit après des fusions de "giga agglos".

Au sommaire :

- Des intercommunalités en fusion
- Intercommunalités en mode XXL
- Ebullition dans les RH
- "Des réticences ont été levées" : entretien avec Simon Mauroux, responsable du pôle institutions, droit et administration chez Intercommunalités de France

**L'avenir très incertain des conseils citoyens dans les quartiers prioritaires** / CATTIAUX Séverine

Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 38-39

<https://www.lettreducadre.fr/article/participation-citoyenne-dans-les-quartiers-prioritaires>

En 2024, une nouvelle génération de contrats de ville sera lancée. L'occasion de questionner la suite des conseils citoyens, nés avec la loi Lamy. Malgré une bonne intention de départ, ils ont beaucoup déçu les principaux intéressés qui cherchent des solutions.

**Voyage au cœur de la décision publique**

Horizons publics, 03/2023, n° Hors-série Printemps 2023, 60 p.

Sujet phare des sciences politiques, la fabrique de la décision publique est en pleine mutation, confrontée aux urgences sociales, écologiques et économiques. Elle a été au cœur de l'édition 2022 des Entretiens territoriaux de Strasbourg (ETS), le rendez-vous des managers territoriaux, sous la forme d'un « voyage au cœur de la décision publique ».

Comment décider dans un monde marqué par l'incertitude radicale ? Sommes-nous entrés dans l'ère de la décision partagée ? Sous quelles influences ? Avec quels outils d'aide à la décision ? Nos émotions jouent-elles un rôle dans les décisions que nous prenons ? Quelle place pour la participation citoyenne dans la prise de décision ? Ce sont autant de questions abordées durant ces ETS et qui se prolongent dans ce numéro spécial.

Un hors-série en partenariat avec les ETS, organisés par le CNFPT et pilotés par l'INET depuis vingt-cinq ans.

**MOOC « Bien accueillir les personnes trans »**, 2023

<https://bienaccueillirlespersonnestrans.fr/>

Les personnes trans connaissent des discriminations encore trop nombreuses dans l'accès au droit. Comprendre la trajectoire des personnes trans permet aux agent·e·s de mieux cerner leurs besoins.

En suivant le module sur les bases des transidentités puis, le cas échéant, le module spécifique à votre métier, vous ne serez plus un·e acteur·ice involontaire de ces discriminations.

Cette sensibilisation constitue une première étape, amenée à être complétée par des formations dispensées par des associations de personnes concernées.

Vers Paris sans sida et OUTrans vous remercient d'avance pour votre engagement pour appliquer au mieux la lettre du droit, avec humanité.

[↩ Retour sommaire](#)

## Emploi/Formation

### **"Le refus du déclassement contribue au sous-emploi des seniors" : Entretien avec Philippe d'IRIBARNE, chercheur en sciences humaines / BRILLET Frédéric**

Entreprise et carrières, 24/04/2023, n° 1621, p. 16-17

Dans "Le grand déclassement", son dernier essai publié chez Albin Michel, Philippe d'Iribarne montre que la mise en cause de l'honneur du métier nourrit un sentiment de déclassement tant chez les salariés du privé que du public.

### **Organiser sa formation à la compliance / DYENS Samuel, ROTIVEL Julia**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739005/organiser>

Loin d'être seulement un centre de coûts, la formation des élus et des agents est un outil d'une réelle efficacité, au même titre qu'une cartographie des risques ou un code de conduite. L'expérience révèle qu'une communication préalable précise auprès des agents exerçant des fonctions à risques est une condition majeure de la réussite de la formation dispensée. L'agence française anticorruption fait de la formation l'ensemble des composantes de l'organisation publique concernée une brique essentielle de la politique de prévention à mettre en œuvre.

### **Formation, transition numérique... de fortes attentes en matière de transformation RH / KRASSOVSKY Julie**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.24-25

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739102/cegos-formation>

Dans l'étude réalisée par la Gazette, avec le soutien de Cegos, auprès des employeurs locaux, ceux-ci pointent, une nouvelle fois, la difficulté de recruter notamment en raison du manque de visibilité de la territoriale, le besoin de formation et de transformation digitale.

### **France Travail : les grands axes du futur service public de l'emploi dévoilés dans un rapport**

Localtis.info, 19/04/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/france-travail-les-grands-axes-du-futur-service-public->

Le haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises, Thibaut Guilluy, a présenté, mercredi 19 avril 2023, le rapport de préfiguration du futur France Travail. Cette "synthèse" des concertations menées depuis octobre 2022 viendra alimenter un projet de loi qui devrait être déposé d'ici cet été 2023

<https://travail-emploi.gouv.fr/emploi-et-insertion/france-travail>

### **Santé mentale : il existe des formations aux gestes de premiers secours**

Slate.fr, 17/04/2023

<https://www.slate.fr/story/244268/sante-mentale-formation-premiers-secours-gestes->

Que feriez-vous si un collègue vous faisait part d'idées ou d'intentions suicidaires ? Comment réagiriez-vous face à un ami en prise avec une crise d'angoisse ?

### **Un atelier aide les agents à réduire leur empreinte carbone / HUTEAU Helene**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 17/04/2023, n° 2661, p.31

<https://www.lagazettedescommunes.com/862361/un-atelier-aide-les-agents-a-reduire-leur-empreinte>

L'atelier 2 Tonnes permet de prendre conscience collectivement des effets du changement climatique dans les décennies à venir.

### **Dans les Pays de la Loire, un salon pour s'orienter et recruter autrement / PIENNE Raphaëlle**

Info formation (I), 15/04/2023, n° 1052, p. 28-29

Recours au numérique, mixité des publics, focus par filières... le "Big Bang de l'emploi" organisé par le Conseil régional des Pays de la Loire entend renouveler les codes des salons dédiés à l'orientation et à l'emploi.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Titre de séjour "métiers en tension" : l'immigration économique en tension**

Liaisons sociales magazine, 04/2023, n° 241, p. 11-19

Trop brûlant. Intervenant dans un contexte politique et social très chahuté, après la réforme des retraites dans l'agenda parlementaire, le vote du projet de loi "immigration, intégration, asile", qui devait représenter l'un des dossiers d'importance du second quinquennat d'Emmanuel Macron, a été reporté. Mais le débat reste ouvert.

- Métiers en tension, de quoi parle-t-on ?

- "L'apport de l'immigration est complémentaire mais ne vient pas "à la place de"". Emmanuelle Auriol, membre du Conseil d'analyse économique

- Apprentis étrangers : des patrons mobilisés pour leur régularisation

### **Fin de carrière des seniors : quelles spécificités selon les métiers ? (Note)**

France Stratégie, 04/2023, 12 p

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2023-na121-emploi-seniors>

Toute réforme des retraites remet sous la loupe la question de l'emploi des seniors. Un chiffre s'invite alors dans l'équation : chaque année, en moyenne, environ 30 % des départs en fin de carrière ne relèvent pas d'un passage immédiat de l'emploi vers la retraite. Ces sorties précoces de l'emploi — donc hors retraite et pré-retraite — s'expliquent par trois causes principales : les raisons de santé, le chômage et l'inactivité.

### **Emploi et formation face aux défis de la transition écologique - En Bref, le podcast du Cereq / Centre D'études et de Recherches sur les Qualifications, 2023, 4:27 mn**

<https://smartlink.ausha.co/enbref/emploi-et-formation-face-au-defi-de-la-transition-ecologique>

Que sait-on de la façon dont la « transition écologique et énergétique », transforme les activités et les emplois ? Alors que l'on peine encore à mesurer l'ampleur et la nature du verdissement des métiers, comment les acteurs de la formation et les entreprises se positionnent-ils pour favoriser l'écologisation des activités ? Suite à une série de webinaires co-organisée par le Céreq et mobilisant les dernières données disponibles, Liza BAGHIONI et Nathalie MONCEL dressent un premier panorama de ces enjeux

<https://www.cereq.fr/la-transition-ecologique-au-travail-emploi-et-formation-face-au-defi->

## **Finances publiques/Gestion locale**

### **Aides publiques : trop de cadeaux pour les entreprises [Dossier] / GASPARD Romain, NEAU Cédric Directeur financier, le défi du recrutement (1/2). Collectivité recherche " l'oiseau rare " désespérément / VILLEDIEU Clémence**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.23

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739095/collectivite-recherche>

La pénurie de candidats dans la FPT touche aussi le secteur des finances. Le recrutement est difficile car les attentes sont très fortes. Trouver un directeur et le garder n'est pas simple. Les petites collectivités sont les premières pénalisées.

### **Directeur financier, le défi du recrutement (1/2). Collectivité recherche " l'oiseau rare " désespérément / VILLEDIEU Clémence**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 17/04/2023, n° 2661, p.36-41

<https://www.lagazettedescommunes.com/863718/>

Face à la forte augmentation depuis vingt ans des aides économiques aux entreprises, de plus en plus de voix se font entendre pour dénoncer le coût pour les finances publiques et s'interroger sur leur efficacité. Trop nombreuses, ni assez évaluées, ni assez pilotées, les aides aux entreprises des collectivités renvoient au flou persistant du partage des compétences économiques issu des lois "Maptam" et "Notre". Emploi, investissement, transition écologique ... Avec la crise du Covid et le plan de relance, la question de la conditionnalité et d'un meilleur pilotage des aides publiques aux entreprises est de retour sur le devant de la scène.

[☞ Retour sommaire](#)

**Pacte fiscal et financier : un nouvel acte fondateur pour l'avenir de la CCHF** / BAYETTE Sébastien  
Intercommunalités, 04/2023, n° 281, p. 25  
<https://www.intercommunalites.fr/>

Le pacte fiscal et financier de solidarité adopté en février dernier par la Communauté de Communes des Hauts de Flandre (CCHF) vise à garantir des marges de manœuvre pour financer le projet de territoire et à corriger d'importantes inégalités entre les 40 communes de la communauté.

**Livre blanc de la gestion publique locale 2023 - Evaluation, performance, finances, pilotage**  
Gazette des Communes (La), 04/2023, 22 p

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/DetailCahier/id/40635784>

L'Afigese publie, en partenariat avec le "Club Finances" son "livre blanc de la gestion publique locale". L'association "Finances-Gestion-Évaluation des Collectivités Territoriales" émet un diagnostic et formule des propositions sur la fiscalité et les finances, la dette et l'emprunt, et enfin sur la comptabilité.

[https://afigese.fr/wp-content/uploads/2023/04/GAZ2659\\_SUP\\_AFIGESE2023.pdf](https://afigese.fr/wp-content/uploads/2023/04/GAZ2659_SUP_AFIGESE2023.pdf)

**Comptabilité publique : réussir le passage au référentiel M57 - Fiche pratique** / BEUREY Thomas  
Maires de France, 04/2023, n° 411, p. 47

A partir du 1er janvier 2024, les collectivités devront appliquer le référentiel M57. Celles qui n'ont pas encore franchi le pas doivent anticiper l'échéance.

## Fonction publique/Statut

**Les agents à temps non complet de la FPT [10 questions]** / SOYKURT Sophie  
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.28-29  
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739122/les-agents->

Un emploi à temps non complet correspond à une fraction d'un emploi à temps complet (35 heures), déterminée en fonction des besoins de l'administration. Certains agents, dont les médecins, infirmiers ou pharmaciens de SPP, peuvent occuper un emploi permanent à temps non complet ou avoir des fonctions impliquant un service à temps incomplet.

Un fonctionnaire à temps non complet consacrant moins de 28 heures hebdomadaires à son service n'est pas affilié à la caisse des fonctionnaires mais relève du régime général de la Sécurité sociale.

**Contractuels : il n'y aura pas de nouveau plan de titularisation**

Weka.fr, 19/04/2023

<https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/article/contractuels>

Dans une réponse ministérielle du 13 mars 2023 à la question écrite n° 04250, le Gouvernement exprime clairement qu'il n'y aura pas de nouveau plan de titularisation pour les agents contractuels de la fonction publique.

**Le point sur les accidents de service et maladies professionnelles** / COTTIGNIES Sébastien

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 17/04/2023, n° 2661, p. 58-59

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40718995>

Tout accident survenant sur le lieu et pendant le temps du service est présumé imputable au service, de sorte que c'est à l'administration de démontrer que la législation protectrice n'est pas applicable.

Des circonstances particulières ou une faute personnelle de la victime peuvent néanmoins être de nature à détacher les faits du service.

L'exercice normal du pouvoir hiérarchique ne peut en principe pas être directement à l'origine d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle.

[☞ Retour sommaire](#)

### **Des fonctionnaires conducteurs de cars scolaires / TISSOT Nathalie**

Entreprise et carrières, 17/04/2023, n° 1620, p. 13

Face à la pénurie de main d'oeuvre, un décret permet depuis fin décembre aux agents des trois fonctions publiques de cumuler leurs missions avec un emploi de conducteur de cars scolaires. Ce dispositif expérimental doit durer trois ans.

### **Les moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux [10 questions] / SOYKURT Sophie**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 17/04/2023, n° 2661, p.34-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40718914/>

Les concours d'accès à ce cadre d'emplois sont organisés dans deux spécialités : "moniteur-éducateur" et "technicien de l'intervention sociale et familiale".

Le concours d'accès à ce cadre d'emplois, sur titres, comporte une seule épreuve, un entretien de vingt minutes ayant pour point de départ un exposé du candidat. L'avancement s'effectue selon les modalités prévues par le décret du 25 mars 2010 fixant les dispositions communes aux fonctionnaires territoriaux de catégorie B.

### **Congé de présence parentale : action-réaction au service de l'agent / LACOSTE Clémentine**

Lettre du cadre territorial (Ia), 04/2023, n° 567, p. 66-68

<https://www.lettreducadre.fr/article/conge-de-presence-parentale-action-reaction>

Le congé de présence parentale, qui existe depuis 2005 dans la fonction publique, constitue un aménagement de la position d'activité du fonctionnaire. Il est accordé au fonctionnaire lorsque la maladie, l'accident ou le handicap d'un enfant à charge présente une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue de sa mère ou de son père et des soins contraignants. Ses modalités d'application sont caractérisées par une grande souplesse. Quelques rappels importants sur la manière de gérer la situation des agents bénéficiaires de ce congé tout à fait spécifique.

### **Harcèlement moral, comment le prouver ? / VOLUT Dominique**

WEKA le mag, 03/2023, n° 8, p. 16-19

Les victimes de harcèlement moral sont souvent démunies pour le démontrer et le faire reconnaître. Il est nécessaire de faire attention avant de lancer des accusations, car l'agent peut être sanctionné disciplinairement et pénalement si le harcèlement moral n'est pas démontré.

### **Déontologie au sein des grandes collectivités : point d'étape - Favoriser la diffusion de la culture déontologique auprès des élus - Note de recherche de l'observatoire de l'éthique publique) / MEURISSE Pierre, 2023, 20 p**

<https://www.observatoireethiquepublique.com/wp-content/uploads/Version-finale->

Les initiatives déontologiques prises par les grandes collectivités attestent de l'importance croissante accordée à l'éthique dans la sphère publique locale. Toutefois, certains freins, liés notamment à l'absence de coordination, à des blocages culturels ou encore à l'absence de responsabilité disciplinaire des élus, tendent à considérablement limiter l'efficacité et la portée des dispositifs mis en place.

## **Information/Communication/TIC**



### **Un journal fabriqué collectivement booste l'esprit d'équipe / PARNAUDEAU Maud**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 24/04/2023, n° 2662, p.26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739106/un-journal>

Le " Jam ", journal interne et participatif, crée une nouvelle dynamique relationnelle. Agents et dirigeants choisissent leur sujet ensemble.

[Retour sommaire](#)

## **Les collectivités locales devront destiner au réemploi 25 % de leur matériel informatique réformé, dès cette année** / LEMARC Franck

Maire-info.com, 14/04/2023

<https://www.maire-info.com/dechets/les-collectivites-locales-devront-destiner-au-reemploi->

Un décret du 12 Avril 2023 paru au Journal officiel du 14 Avril 2023 fixe les objectifs de « réemploi et de réutilisation des matériels informatiques réformés » pour l'État et les collectivités territoriales. Il s'agit d'une application de la loi pour la réduction de l'empreinte environnementale du numérique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047439314>

## **Commercialiser les archives : un tabou ? [Dossier]**

Archimag, 04/2023, n° 363, p. 13-20

Si les valeurs administratives, juridiques et patrimoniales des archives sont indiscutables, qu'en est-il de leur valeur marchande ? Les entreprises l'ont compris : valoriser leur patrimoine, voire le commercialiser, permet d'en tirer des bénéfices. Quelles sont les clés pour créer de la valeur à partir de vos archives et comment s'organise la gestion des droits ?

## **Management/Ressources humaines**

### **Moins créatif en visio ? / STETKA Bret**

Cerveau&Psycho, 05/2023, n° 154, p. 76-79

Si les visioconférences ne nuisent ni à la productivité ni à l'efficacité des travailleurs, elles semblent diminuer le nombre d'idées originales qui émergent des discussions. D'où la nécessité de travailler à un équilibre fin entre présentiel et distanciel.

### **Résoudre la crise du travail**

Lesechos.fr, 24/04/2023, 12 p.

- La conquête des jeunes talents, un chemin semé d'expérimentations
- Huit mots pour comprendre les grands maux du travail
- A-t-on perdu le goût de travailler ?
- Le nouveau Graal de la pause professionnelle
- Pourquoi la semaine de quatre jours est une fausse bonne idée
- Peut-on s'épanouir aujourd'hui dans une grande entreprise ?

### **Directeur financier, le défi du recrutement (1/2). Collectivité recherche " l'oiseau rare " désespérément** / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.23

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739095/collectivite-recherche>

La pénurie de candidats dans la FPT touche aussi le secteur des finances. Le recrutement est difficile car les attentes sont très fortes. Trouver un directeur et le garder n'est pas simple. Les petites collectivités sont les premières pénalisées.

### **Les séniors, des recrues qui ne manquent pas d'atouts** / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.20-22

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739091/les-seniors>

Si les carrières s'allongent, encore faut-il que les plus de 50 ans restent en emploi. Les collectivités, dont nombre d'agents sont déjà " séniors ", ne commencent qu'à peine à s'intéresser à ces candidats pourtant motivés.

### **Le Top 9 des bonnes pratiques en télétravail**

Culture-rh.com, 19/04/2023

<https://culture-rh.com/bonnes-pratiques-teletravail/>

Pour beaucoup, le télétravail était un rêve. Et le retour à la réalité a été brutal. Stress, sentiment d'isolement, mal de dos, ... les maux ont été nombreux. Et pourtant, avec la mise en œuvre de quelques bonnes pratiques, le télétravail retrouve tout son attrait !

[↩ Retour sommaire](#)

**Managers, prenez soin de vous pour pouvoir prendre soin de votre équipe ! / BROUCARET Fabienne, 19/04/2023**

<http://courriercadres.com/management/managers-prenez-soin-de-vous>

To-do-list à rallonge, charge mentale trop importante, sollicitations multiples, surcharge de travail, fatigue chronique... En matière de risques psychosociaux, les managers font partie des populations les plus à risques. Comment se préserver, et favoriser également le bien-être de son équipe ? Découvrez dans le replay de notre webinar les bonnes pratiques partagées par Laure Aimé, Conseillère RH et QVCT au sein de Juridica (filiale AXA), et les conseils de Christophe Nguyen, psychologue du travail et président du cabinet Empreinte Humaine.

**Arrêtons de gérer les conflits, anticipons ! 18/04/2023**

<https://www.inspirations-management.fr/arretons-gerer-conflits-anticipons>

Dans le monde d'incertitude actuel, on parle de plus en plus de la nécessité de « gérer les conflits » qui peuvent se produire en entreprise. C'est un sujet sur lequel on dépense beaucoup d'énergie.

**Quelles sont les principales méthodes de gestion de projet ? / GRANGER Laurent**

Manager-go.com, 18/04/2023

<https://www.manager-go.com/gestion-de-projet/methodes.htm>

Les étapes de la gestion de projet sont de planifier, organiser, suivre et contrôler l'avancement d'un ensemble de tâches pour atteindre un objectif. La finalité est de produire des livrables en respectant les délais et le budget définis. Pour mener ces projets, il existe différentes méthodes de gestion de projet avec pour chacune ses forces et faiblesses.

**Le multi-emploi, une tendance qui si fait de plus en plus lourde / TISSOT Nathalie**

Entreprise et carrières, 17/04/2023, n° 1620, p. 10-13

Quelque 2.4 millions de personnes, en France, exercent plusieurs professions. Compléments de revenus, nouvelles perspectives de carrière, quelles que soient les raisons qui les poussent, ces pluri-actifs prennent parfois des risques pour leur santé. Aux employeurs de prendre en considération cette évolution, qui reflète également de nouvelles aspirations de la part des travailleurs.

**Les 5 règles d'or du management à distance / GUILLET Sylvain**

Welcometothejungle.com, 17/04/2023

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/les-5-regles-d-or-du-management-a-distance>

Manager une équipe, ce n'est jamais facile, et encore moins à distance. Le management en télétravail présente de nombreux défis... qui peuvent être relevés grâce à certaines bonnes pratiques. On en fait le tour.

**Attractivité, fidélisation... autant de bienfaits du mentorat / PARNAUDEAU Maud**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 17/04/2023, n° 2661, p.26-27

Le mentorat est peu utilisé dans la fonction publique, en direction de futurs agents ou de nouvelles recrues. La pratique pourrait pourtant aider les collectivités employeurs à mieux se faire connaître et être appréciées.

**Qualité de vie au travail et fonction publique : il faut « prendre soin de ceux qui prennent soin »**

Obs (l'), 14/04/2023

<https://www.nouvelobs.com/2049/20230414.OBS72145/qualite-de-vie-au-travail-et-fonction-publique>

La Soirée consacrée à la qualité de vie au travail dans la fonction publique a permis de tracer des pistes pour améliorer les conditions professionnelles, notamment à l'école et à l'hôpital.

**Comment développer sa créativité au travail et cultiver l'esprit d'innovation ?**

Mag des compétences, 13/04/2023

<https://www.comundi.fr/mag-des-competences/comment-developper-sa-creativite-au-travail->

Généralement, les problèmes complexes en entreprise sont difficiles à traiter. Ils englobent un certain nombre d'éléments liés entre eux de manière compliquée. Ce qui les rend encore plus délicats à appréhender et à résoudre. Développer sa créativité au travail permet de trouver des idées ingénieuses et des solutions uniques et pertinentes.

[Retour sommaire](#)

### **Comment conduire un projet ? La phase de réalisation / GRANGER Laurent**

Manager-go.com, 11/04/2023

<https://www.manager-go.com/gestion-de-projet/realisation.htm>

La phase de réalisation est l'étape concrète de la conduite de projet. Les premières phases du cycle de vie étaient centrées sur la définition, la préparation et la planification du projet. Il s'agit maintenant d'élaborer ou de développer les livrables attendus.

### **Le télétravail des agents nuit au service rendu aux usagers**

Weka.fr, 07/04/2023

<https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/article/le-teletravail-des-agents-nuit-au-service>

Le Sens du service public a mesuré l'impact du télétravail sur le fonctionnement des services publics et les relations avec les usagers. Selon l'étude, les agents perçoivent une amélioration de leur performance en matière de service aux citoyens, que ces derniers ne ressentent pas.

### **Réunion : comment composer avec les différentes personnalités de votre équipe ? / VAREILLE**

Louis

Welcometothejungle.com, 06/04/2023

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/reunion-diversite-profil-collaborateurs>

Dans une réunion, il y a toujours celui ou celle qui parle trop, celui ou celle qui parle trop peu, le petit nouveau et le taulier de l'open-space... autant de profils et de personnalités différentes, qu'il faut savoir gérer. Passage en revue des astuces pour y parvenir.

### **Team building [Dossier] / TANNEAU Lucie, WOLSKI Murielle**

Liaisons sociales magazine, 04/2023, n° 241, p. 37-42

- Les PME s'y mettent : Le team building n'est plus l'apanage des grosses boîtes, les petites entreprises s'essaient, elles aussi, à ces activités de cohésion nouvelle génération pour fidéliser leurs salariés et attirer de nouveaux candidats. La pandémie a renforcé cette tendance. Si les budgets alloués sont moindres, les effets sont souvent plus rapides.

- On n'en est qu'aux débuts

- Team building, encore du "bullshit management" ? : Encensé par certains, le concept de team building a ses détracteurs. En matière de théories managériales aussi, on ne peut pas plaire à tout le monde ! Débat d'idées.

### **Le jobcrafting ou l'art de refaçonner son poste / LOPEZ Irène**

Liaisons sociales magazine, 04/2023, n° 241, p. 31-33

Face à la grande démission, au désengagement et au mal-être que certains salariés manifestent, les entreprises ont mis en place des dispositifs de QVT.

Mais les baby-foot et paniers de fruits ont montré leur limite. La tendance est à la personnalisation du poste. . . par le collaborateur lui-même.

### **Les lesbiennes sortent du placard / LOPEZ Irène**

Liaisons sociales magazine, 04/2023, n° 241, p. 25-27

L'identité lesbienne reste aujourd'hui un impensé dans le monde du travail et l'angle mort des actions menées en faveur de la diversité et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Des DRH se mobilisent pour engager une politique inclusive active et volontariste.

### **Dématérialisation du dossier des agents publics : enjeux et perspectives / BARBRY Éric**

Archimag, 04/2023, n° 363, p. 40-41

Pour favoriser la modernisation de la gestion des ressources humaines, la fonction publique reconnaît la pertinence d'un dossier individuel de l'agent au format électronique à travers un puzzle juridique qui tient compte du code de la fonction publique, du décret n° 2011-675, mais aussi des arrêtés et décisions prises par les autorités administratives ou territoriales.

### **Premier regard managérial sur la mise en œuvre des 1 607 heures / STRAUB Thomas**

Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 52-54

<https://www.lettreducadre.fr/article/premier-regard-sur-la-mise-en-uvre-des-1-607-heures.53372>

Les collectivités ont-elles profité des 1 607 heures obligatoires pour réaménager l'organisation du travail ? Un premier bilan permet de juger du bénéfice/coût de l'opération.

[Retour sommaire](#)

## **Quel dialogue social pour la prévention ? [Dossier] / QUERUEL Nathalie**

Santé & travail, 04/2023, n° 122, p. 20-43

<https://www.sante-et-travail.fr/quel-dialogue-social-prevention>

L'année 2023, c'est l'heure du renouvellement pour de nombreux CSE. Et le bilan n'est pas brillant, selon le dernier rapport du comité d'évaluation des ordonnances Macron, qui a été prié... de ne plus donner son avis. La disparition du CHSCT, dont l'instance unique hérite des prérogatives, et le dessaisissement de la loi au profit du dialogue social en entreprise, au moment où le rapport de force y était le plus déséquilibré, ne se sont pas traduits par des avancées en faveur de la santé au travail, tant s'en faut. L'effacement des enjeux de prévention, noyés dans les ordres du jour pléthoriques des réunions plénières, comme l'indigence des accords sur la qualité de vie au travail, aux mesures essentiellement cosmétiques, en témoignent. Ainsi, ce dialogue social, qui occupe fort inconsidérément représentants du personnel et DRH, tourne à vide, sans parvenir à changer le quotidien des salariés.

Dans ce contexte, il n'est pas aisé de renverser la vapeur. Sauf à rappeler que, sur les conditions de travail, il n'y a pas de plan B, tant les échanges et confrontations de points de vue sont constitutifs d'une démarche de prévention efficace. Une priorité s'impose : nourrir la discussion des réalités du terrain, en recueillant la parole des premiers concernés. Des ressources existent pour accompagner les élus du personnel. Lesquels, même si c'est par le chas d'une aiguille, ont la possibilité d'inviter les questions du travail dans toute négociation collective.

## **Usure et désinsertion professionnelles - Note de la CNRACL / Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales, 04/2023**

<https://www.cnracle.retraites.fr/employeur/prevention-risques-professionnels>

Retrouvez dans cette rubrique des données générales sur la prévention de l'usure et de la désinsertion professionnelles pour les employeurs territoriaux et hospitaliers, des retours d'expérience et témoignages d'employeurs accompagnés par le FNP de la CNRACL sur ces thématiques et des ressources utiles pour mener votre démarche de prévention.

L'usure et la désinsertion professionnelles sont identifiées comme une priorité du programme d'actions actuel du FNP.

La prévention de la désinsertion professionnelle est un enjeu majeur au cœur des politiques publiques. Elle passe par la prévention de l'usure professionnelle et par le maintien dans l'emploi et en emploi.

La prévention revêt une nécessité à la fois sociale et économique dans un contexte de vieillissement de la population active, d'allongement de la vie professionnelle et de budgets toujours contraints.

- L'usure professionnelle
- La désinsertion professionnelle
- Appel à projets - Prévenir la désinsertion professionnelle
- Retours d'expériences Usure et désinsertion
- Ressources pour aller plus loin

## **Emploi public. "Tout revoir de fond en comble" / LECLERC Helene, PARADIS Jeremy**

WEKA le mag, 03/2023, n° 8, p. 26-39

Pour attirer de nouveaux talents, retenir ses éléments et prouver que toutes les destinées sont possibles : la fonction publique travaille son image, ses messages et sa transformation. Plus accessible, plus gratifiante et plus attentive aux rythmes des vies : la fonction publique mène sa mue soutenue par les stratégies d'attractivité de ses instances. Le "grand chantier de l'année pour Stanislas Guerini.

## **Outre-Mer**

### **Grave crise de l'eau en Guadeloupe / HAUTEVILLE Jean Michel**

Monde (le), 25/04/2023, n° 24355, p. 7

L'eau du robinet est impropre à la consommation de manière récurrente pour des milliers de Guadeloupéens.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Mayotte, une zone de non-droit pour les étrangers en situation irrégulière**

Liberation.fr, 22/04/2023

Département français depuis 2011, Mayotte n'en reste pas moins un territoire à part où les lois en matière d'immigration sont bien plus restrictives que dans l'Hexagone. Sans résoudre pour autant les nombreux problèmes de l'archipel.

### **Outre-mer : tous les agents de la fonction publique territoriale devront recevoir une formation aux « risques majeurs » / LEMARC Franck**

Maire-info.com, 19/04/2023

<https://www.maire-info.com/risques/outre-mer-tous-les-agents-la-fonction-publique-territoriale-devront->

Un décret publié ce week-end fixe l'obligation, pour les agents territoriaux exerçant outre-mer, de recevoir une formation aux conduites à tenir en cas de catastrophe naturelle ou technologique.

### **La gestion des déchets doit s'améliorer en Martinique**

Francetvinfo.fr, 18/04/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/la-gestion-des-dechets->

Un séminaire grand public intitulé : ressources ou ordures ? Regards croisés sur les déchets, se tient sur le campus de Schœlcher à l'Université des Antilles (18 avril). Pendant la journée, les experts échangent avec le public sur les enjeux qui empêchent la Martinique d'être meilleure en matière de recyclage et de gestion des déchets.

### **Dengue, zika et chikungunya : comment prévenir les maladies transmises par les moustiques ?**

Vie-publique.fr, 12/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/288945-changement-climatique-le-risque-sanitaire->

Dans un contexte de réchauffement climatique, le Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars) a publié, le 3 avril 2023, des recommandations préventives face aux risques sanitaires liés à la propagation en France de virus (dengue, zika et chikungunya) transmis par certains moustiques. Le nombre d'arboviroses (virus transmis par les moustiques) importés en France métropolitaine a été multiplié par 4,5 entre 2015 et 2019.

### **Gestion des déchets : la Guadeloupe peut (vraiment) mieux faire**

Francetvinfo.fr, 11/04/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/gestion-des-dechets->

Les conclusions du rapport sénatorial de décembre 2022, sur la gestion des déchets dans les outre-mer sont alarmantes. Si les données changent d'un territoire à l'autre, la situation globale révèle un très gros retard dans la gestion des déchets. La Guadeloupe, elle, reste sur le fil, en raison d'un manque cruel d'investissements.

### **En Martinique, un quart des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation**

INSEE, 03/2023, n° 62

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6968060>

En moyenne, entre 2015 et 2019, en Martinique, 26 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) soit deux fois plus qu'en France métropolitaine. Une large majorité d'entre eux recherchent un emploi ou souhaitent travailler. La moitié est peu ou pas diplômée et cohabite avec les parents. Les femmes à la tête de familles monoparentales (18 %) sont aussi diplômées que l'ensemble des NEET mais elles cumulent des difficultés socio-économiques. Plus d'un jeune sur quatre est chômeur diplômé. Enfin, 3 % de ces jeunes sont exclus socialement et professionnellement.

[↩ Retour sommaire](#)

## Sciences Humaines/Société

### Ces retraités qui envoient tout balader

Courrier international, 13/04/2023

<https://www.courrierinternational.com/article/tendance-ces-retraites-qui-envoient-tout-balader>

Ni garde de petits-enfants ni mots croisés : une nouvelle génération de retraités cherche à s'affranchir des clichés et à retrouver une seconde jeunesse. L'hebdomadaire portugais "Visão" est allé à la rencontre de ces "seenagers" (contraction de "senior" et de "teenager"), libres et résolument tournés vers l'avenir.

## Sécurité civile et publique

### "Vigilance crues" : le corpus réglementaire se met à jour / MARCANGELO LEOS Philie

Vie-publique.fr, 20/04/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/vigilance-crues-le-corpus-reglementaire-se-met-jour>

Un décret et un arrêté, parus le 20 avril, opèrent un sérieux toilettage du dispositif de surveillance des cours d'eau et de vigilance sur les crues. Un corpus ancien, inchangé depuis 2007, et plus vraiment en adéquation avec les problématiques auxquelles sont confrontés les services en matière de prévision des crues.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047464985>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047465002>

### Utilisation de drones par les forces de sécurité : le décret est paru

Maire-info.com, 20/04/2023

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=27430>

La loi Sécurité globale a prévu que policiers nationaux et gendarmes puissent faire usage de drones notamment dans le cadre de la surveillance des manifestations. Le décret d'application de ces dispositions a été publié au Journal Officiel du 20 avril.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047464659>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047464724>

### Surveillance vidéo des lieux publics : comment adapter le cadre juridique ?

Vie-publique.fr, 19/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/289061-cameras-de-surveillance-dans-les-lieux-publics->

La mission parlementaire sur les enjeux de l'utilisation d'images de sécurité dans le domaine public afin de lutter contre l'insécurité propose de faire évoluer la cadre juridique. Il s'agit aussi d'anticiper les évolutions liées à l'intelligence artificielle avec les caméras augmentées.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/289057-enjeux-de-l-utilisation-d-images-de-securite->

### Les forces de sécurité formées aux violences conjugales / PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 17/04/2023, n° 2661, p.46

<https://www.lagazettedescommunes.com/862759/les-forces-de-securite-formees-aux-violences->

En Ile-de-France, des policiers et des gendarmes ont acquis des techniques pour mieux accueillir les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

## Services techniques et transitions écologiques



### Sur la route de la transition écologique en famille / HUTEAU Helene

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 24/04/2023, n° 2662, p.39

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739152/sur-la-route>

Déchets, mobilité, énergie. . . depuis 2015, la CA Pau Béarn Pyrénées (Pyrénées-Atlantiques - 31 communes - 161 700 hab.) lance des challenges pour faire évoluer les modes de vie. Le partage d'expérience est stimulant.

[☞ Retour sommaire](#)

## **Les prestataires de la collecte des déchets incités par contrat à alléger leurs tonnages / VERBAERE Isabelle**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 17/04/2023, n° 2661, p.48-49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40718951>

Si les collectivités souhaitent que les tonnages des déchets diminuent, les prestataires de collecte, qui sont généralement rémunérés à la tonne, ont intérêt à ce qu'ils augmentent. Pour sortir de cet antagonisme, l'Ademe a proposé à cinq collectivités d'expérimenter un contrat de performance qui permet de dépasser la logique de tonnage. Une partie de la rémunération du prestataire porte sur des objectifs quantitatifs et qualitatifs. Il est ainsi incité à multiplier les actions en faveur de la réduction des déchets.

## **Pénurie d'eau potable, ce n'est que le début / LUNEAU Sylvie**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 17/04/2023, n° 2661, p.16-17

<https://www.lagazettedescommunes.com/862652/penurie-deau-potable-ce-nest-que-le-debut/>

A cause d'un déficit pluviométrique important, des communes ont subi des coupures d'eau potable cet hiver et leur situation demeure fragile. Le Plan eau, annoncé fin mars, prévoit de sécuriser l'approvisionnement de réseaux ruraux.

## **La qualité de l'air intérieur dans les établissements accueillant un public sensible / JACQUINET Béranger**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 17/04/2023, n° 2661, p.56-57

<https://www.lagazettedescommunes.com/862703/nouvelles-regles-sur-la-qualite-de-lair-interieur>

La réglementation relative à la qualité de l'air intérieur dans les établissements accueillant un public sensible évolue avec cinq textes parus en décembre. Les propriétaires doivent réaliser un autodiagnostic de la qualité de l'air intérieur tous les quatre ans et mettre en œuvre un plan d'action pour l'améliorer. La mise en œuvre des campagnes de mesure des polluants s'effectue à chaque "étape clé" de la vie du bâtiment. Un contrôle des taux de concentration de Co2 est effectué.



## **Objectif réemploi à chaque phase de la rénovation du collège / CACCIVIO Alexandra**

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 17/04/2023, n° 2661, p.50

<https://www.lagazettedescommunes.com/862753/objectif-reemploi->

Le département a évalué le potentiel de réemploi sur le chantier de déconstruction-reconstruction du collège de Villiers-Le-Lac, afin de systématiser la procédure.

## **Un guide pour accélérer le développement des smartgrids dans les territoires**

Revue des collectivités locales, 13/04/2023

<https://collectiviteslocales.fr/territoires/un-guide-pour-accelerer-le-developpement-des-smartgrids->

Afin d'accompagner les collectivités dans leurs projets de transition énergétique, l'association Think Smartgrids, avec le soutien de l'ADEME et de la FNCCR, publie un guide qui présente et illustre par des exemples concrets différents cas d'usage smart grids répliquables dans d'autres territoires.

<https://www.thinksmartgrids.fr/wp-content/uploads/2023/04/Think-Smartgrids>

## **Dunkerque, pionnière de la décarbonation / LECOCQ François**

Maires de France, 04/2023, n° 411, p. 28

Premier émetteur de CO2 en France, la commune (59) est engagée, depuis 2015, dans un ambitieux programme visant le zéro carbone d'ici à 2050.

## **"80% de la ville de 2050 est déjà là : c'est ici qu'il faut agir"**

Lettre du cadre territorial (Ia), 04/2023, n° 567, p. 44-46

<https://www.lettreducadre.fr/article/christine-leconte-80-de-la-ville-de-2050-est-deja-la->

La présidente de l'Ordre des architectes, Christine Leconte, livre un vibrant plaidoyer pour l'adaptation de nos villes aux impératifs climatiques. La profession qu'elle représente, nous dit-elle, a pris le tournant de ces changements profonds et nécessaires. Encore faut-elle qu'elle soit suivie.

[🔗 Retour sommaire](#)

**Claire Pitollat : « La ZFE est une méthode, elle doit s'adapter aux territoires »** / MENU Stéphane  
Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 16-17  
<https://www.lettreducadre.fr/article/claire-pitollat-la-zfe-est-une-methode>

La députée Claire Pitollat assure depuis janvier 2023 la présidence du Conseil national de l'air. Elle nous explique avec quels moyens elle entend mieux valoriser cet organisme extraparlamentaire dont la mission est de lancer des débats et de faire des propositions au gouvernement autour de la qualité de l'air.

### **"Les ZFE-m visent d'abord à protéger notre santé"**

ADEME Magazine, 04/2023, n° 164, p. 2-3

<https://infos.ademe.fr/magazine-avril-2023/decryptage/les-zfe-m-visent-dabord-a-protoger-notre-sante/>  
Le 31 décembre 2024, 43 villes françaises devraient avoir leur ZFE-m, zone à faibles émissions mobilité. En réglementant la circulation des véhicules les plus polluants, elles préparent l'avènement de nouvelles mobilités, protégeant autant notre santé que le climat. Le point avec Nadine Dueso, cheffe du service Qualité de l'air de l'ADEME.



### **La Métropole européenne de Lille entre dans l'ère des smart grids**

ADEME Magazine, 04/2023, n° 164, p. 12

<https://infos.ademe.fr/article-magazine/la-metropole-europeenne-de-lille-a-leres-smart-grids/>

Afin d'optimiser la production et la consommation d'électricité locale, la Métropole européenne de Lille tente de déployer des réseaux intelligents – smart grids en anglais –, dans une logique de sobriété énergétique.

### **Recours aux installations photovoltaïques : gare aux requalifications !** / LANZARONE Eric

Lettre du cadre territorial (la), 04/2023, n° 567, p. 70-73

<https://www.lettreducadre.fr/article/recours-aux-installations-photovoltaïques->

Avec la hausse des prix de l'énergie, de nombreuses communes s'équipent en photovoltaïque. Mais les outils juridiques souvent utilisés pour monter de telles opérations ne sont pas sans risques.

### **Energies renouvelables : Les principales dispositions de la loi** / NEDEY Fabienne

Maires de France, 04/2023, n° 411, p. 52-53

Création de zones d'accélération des énergies renouvelables, allègement des procédures, mobilisation du foncier et "partage de la valeur" sont les principaux axes de ce texte.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000047296505/2023-03-12/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047294372/>

## **Social/Santé**

### **Les toilettes publiques sont un sujet important** / DAMON Julien

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 24/04/2023, n° 2662, p.18-19

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40739085/-les-toilettes>

Julien Damon s'intéresse depuis des années à l'urbanité, et notamment aux personnes qui se retrouvent en marge de la ville - sans-abri, habitants des bidonvilles. Il revient aujourd'hui avec un essai consacré pour le moins à un sujet original car intime, les toilettes publiques : "Toilettes publiques"

### **Commissariat et Gendarmerie / Consolider les pratiques des intervenants sociaux**

Actualités sociales hebdomadaires, 21/04/2023, n° 3304, p 6-11

Si la présence des professionnels du social en commissariat et gendarmerie se multiplie à travers l'Hexagone, son efficacité s'avère encore difficilement mesurable. Le renforcement du dispositif demeure un enjeu crucial, notamment en termes de prise en compte des victimes de violences conjugales.

- « Avec les policiers, il faut savoir s'imposer », Nolveen Croguennec, intervenante sociale au commissariat de Sevrans, en Seine-Saint-Denis

[↩ Retour sommaire](#)

## **Dépression, le mal du siècle ?**

Le 1, 19/04/2023, n° 443

<https://le1hebdo.fr/journal/numeros/443/dpression-le-mal-du-sicle.html>

Près d'un Français sur cinq dit en avoir fait l'expérience l'an passé, selon une étude menée par Santé publique France, un chiffre qui a presque doublé depuis les années 2010. Plus inquiétant encore : 10 % de la population admet avoir eu des pensées suicidaires au cours de l'année. Si la pandémie de Covid est passée par là, les motifs d'anxiété ne se limitent pas, aujourd'hui, aux questions sanitaires, mais renvoient également aux craintes pour l'avenir, à la précarité, ou à la simple difficulté de vivre, dans une société qui fait du bonheur une injonction. Comment venir alors en aide à ces millions de Français qui connaissent des états dépressifs plus ou moins prolongés ?

## **Territoires zéro chômeur de longue durée : l'expérimentation se déploie dans toute la France**

Localtis.info, 18/04/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/territoires-zero-chomeur-de-longue-duree>

Destinée à permettre à toute personne très éloignée de l'emploi d'être recrutée en CDI à temps choisi autour d'activités utiles au territoire, l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée prend de l'ampleur, avec désormais 53 territoires habilités et une centaine d'autres qui se préparent à candidater. Depuis les débuts du projet, 2.000 personnes ont été embauchées dans les entreprises créées et 800 autres personnes ont retrouvé un emploi grâce aux dynamiques locales. Le point sur les enjeux à l'échelle nationale avec Laurent Grandguillaume, président de l'association Territoires zéro chômeur de longue durée, et à l'échelle locale avec les acteurs de Castillon-la-Bataille, territoire habilité en 2022.

<https://www.tzold.fr/>

## **Des séjours "opération séduction" auprès de médecins / LANGLOIS Geraldine**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 17/04/2023, n° 2661, p.47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40718946>

L'agence d'attractivité organise des séjours pour les soignants envisageant de travailler dans le département.

## **Enfants places / Les Mecs brûlent-elles ?**

Actualités sociales hebdomadaires, 14/04/2023, n° 3303, p. 6-12

De l'augmentation du nombre d'enfants vulnérables placés à la crise des vocations, les maisons d'enfants à caractère social (Mecs) font face à des difficultés croissantes. Confrontées à de multiples défis, elles doivent réussir leur transformation pour trouver leur place dans un secteur en évolution.

- « Le dysfonctionnement d'une Mecs est comparable à celui d'une famille en difficulté », Maximilien Bachelart, psychothérapeute

## **Dengue, zika et chikungunya : comment prévenir les maladies transmises par les moustiques ?**

Vie-publique.fr, 12/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/288945-changement-climatique-le-risque-sanitaire>

Dans un contexte de réchauffement climatique, le Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars) a publié, le 3 avril 2023, des recommandations préventives face aux risques sanitaires liés à la propagation en France de virus (dengue, zika et chikungunya) transmis par certains moustiques. Le nombre d'arboviroses (virus transmis par les moustiques) importés en France métropolitaine a été multiplié par 4,5 entre 2015 et 2019.

## **Promouvoir la bientraitance pour prévenir la maltraitance : kit de formation en ligne / Ministère des Solidarités et de la Cohésion Sociale, 04/04/2023**

<https://solidarites.gouv.fr/promouvoir-la-bientraitance-pour-prevenir-la-maltraitance->

Comment définir la maltraitance ? Comment repérer une telle situation ? À quel moment faut-il parler de maltraitance ? Comment en parler et comment partager ce vécu avec d'autres, professionnels ou entourage personnel ? Et surtout, que faire ? Pour répondre à ces questions, ce kit gratuit d'e-learning interactif (formation en ligne) vous propose un module de base et un module d'approfondissement.

[↩ Retour sommaire](#)

## **La prévention de la perte d'autonomie liée au vieillissement / CHASSANG Michel**

Conseil économique, social et environnemental, 04/2023, 114 p.

<https://www.lecese.fr/actualites/prevention-perse-autonomie-veillissement-cese-adopte-avis>

Si la France occupe l'une des meilleures places en matière d'espérance de vie à la naissance, les résultats demeurent médiocres pour ce qui est de l'espérance de vie en bonne santé, avec d'importants écarts entre les femmes et les hommes, mais aussi entre les plus aisés et les plus modestes. Par ailleurs, la société française est à la veille d'un vieillissement démographique sans précédent, marqué par une augmentation de la part des « très âgés » au sein même d'une population âgée croissante, appelant ainsi à repenser d'urgence nos politiques de prévention et de prise en charge de la perte d'autonomie, qui constitue déjà une réalité pour de nombreux Français.

Dans ses travaux, le CESE définit la perte d'autonomie comme une situation dans laquelle se trouve toute personne confrontée à un problème de santé qui lui impose d'être aidée pour l'accomplissement des besoins essentiels de la vie. Par l'implication croissante de proches aidants, de personnels soignants et accompagnants, ou encore par les inégalités qu'elle peut engendrer, cette problématique est donc au cœur d'enjeux sociaux, géographiques, économiques, ou encore sociétaux, qu'il est urgent de prévenir et d'adresser.

Si la loi sur l'Adaptation de la société au vieillissement (ASV) votée il y a déjà plus de sept ans, ainsi que la loi du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie ont posé des grands jalons et matérialisé cette ambition française de faire de la perte d'autonomie un sujet de société, l'action des pouvoirs publics manque encore de visibilité et d'effectivité, alors même que l'urgence s'accroît.

Aussi, convaincue que la perte d'autonomie n'est pas la conséquence inéluctable du vieillissement, et que l'on peut d'abord agir en prévenant la dépendance, la commission des Affaires sociales du CESE a souhaité se saisir de cette problématique afin de s'interroger sur les solutions à mettre en place.

[https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2023/FI09\\_autonomie\\_veillissement.pdf](https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2023/FI09_autonomie_veillissement.pdf)

## **L'accompagnement de la perte d'autonomie : une politique publique en déshérence ? diagnostic et propositions / DOMERGUE Luc, REHOR Pavel**

Fondation Jean Jaurès, 04/2023, 22 p.

<https://www.jean-jaures.org/publication/laccompagnement-de-la-perse-dautonomie->

Avec le vieillissement de la population française, mais aussi les problématiques spécifiques des personnes handicapées ou de celles atteintes de maladies rares, la question de la prise en charge de la perte d'autonomie devra être posée de manière globale, en intégrant tous les aspects de cet enjeu citoyen majeur : le financement bien sûr, mais aussi la place des aidants, le défi des ressources humaines, etc. Dans ce rapport, Luc Domergue et Pavel Rehor formulent différentes propositions, de portée immédiate, pour faire de la perte d'autonomie la priorité des politiques publiques dans les prochaines années.

## **Une démarche préventive dédiée au secteur médico-social / EYCHENNE Alexia**

Santé & travail, 04/2023, n° 122, p. 18-19

<https://www.sante-et-travail.fr/demarche-preventive-dediee-secteur-medico-social>

Lancé en 2018 par plusieurs acteurs de la prévention des risques professionnels en région Centre-Val de Loire, l'outil Mesocap aide les structures médico-sociales à faire émerger les difficultés vécues par leurs salariés et à améliorer les conditions de travail.

<https://www.centre.aract.fr/outils-mesocap/>

## **Démocratie participative en santé**

Actualité et dossier en santé publique, 03/2023, n° 121

<https://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Adsp?clef=1182>

L'évocation de la participation en santé est aussi ancienne que la démocratie sanitaire. Mais la crise sanitaire et les préoccupations relatives à l'adéquation de l'offre de soins aux besoins des populations renouvellent le besoin d'une confiance affirmée.

La Conférence nationale de santé (CNS) vient de rendre son bilan de 20 ans des lois relatives à la démocratie en santé de 2002. Son rapport propose 11 recommandations dont certaines pour renforcer la démocratie participative en santé. . .

[Retour sommaire](#)



### **Un plan inédit contre le cancer** / CAIL Helene

WEKA le mag, 03/2023, n° 8, p. 46-47

Faire du cancer son cheval de bataille. . . C'est la grande ambition de la ville de Saint-Etienne qui a lancé son "Plan cancer 2021-2026" - Une initiative inédite en France et en Europe qui engage de nombreux enjeux tout en dédramatisant la maladie. Zoom sur un projet distingué pour sa communication et son prix Territoria Or.

### **La santé des pauvres [Dossier]** / BASSON Jean-Charles, SANCHOU Paule, ZAOUCHE GAUDRON Chantal

EMPAN, 03/2023, n° 129, p. 12-103

Les inégalités sociales de santé (ISS) sont portées au jour, au tournant des années 2000, par une épidémiologie qui peine à penser leurs significations de qualité « sociale ». Depuis peu, les tenants des sciences sociales et humaines dévoilent les mécanismes de la fabrique sociale des discriminations en santé, tant physique que psychique.

Le dossier met en évidence que le processus de (re)production des ISS trouve ses fondements dans la structure de l'organisation sociale. Les effets différenciés de l'explosion actuelle des ISS affectant les « pauvres » sont étudiés en considérant la pluralité des classes populaires et la singularité de la période marquée par l'empreinte durable de la Covid-19. Des témoignages d'expérimentations sociales viennent contrer ce déterminisme et développent des formes de mobilisation et d'autonomisation des personnes.

<https://www.editions-eres.com/uploads/documents/sommairepdf/202304044924tdm-empnan>



### **Village cherche et trouve médecin grâce à un site de rencontres** / CAIL Helene

WEKA le mag, 03/2023, n° 8, p. 40-41

Grâce au site Comm'une opportunité, qui fait le lien entre les communes et les professionnels de tous bords, le village de Barenton a enfin trouvé son médecin après plus d'un an sans généraliste.

### **Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023 – 2027 - Dossier de presse – Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes**, 03/2023, 46 p.

<https://www.gouvernement.fr/upload/media/content/0001>

Ce plan s'articule autour de quatre grands axes : la lutte contre les violences faites aux femmes, la santé des femmes, l'égalité professionnelle et économique, la culture de l'égalité.

### **Qualité de l'accueil et prévention de la maltraitance dans les crèches**

Inspection générale des affaires sociales, 03/2023, 111 p.

[https://igas.gouv.fr/IMG/pdf/2022-062r\\_tome\\_1.pdf](https://igas.gouv.fr/IMG/pdf/2022-062r_tome_1.pdf)

En juin 2022, un jeune enfant est décédé dans une crèche collective. L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), saisie par le ministre chargé des solidarités, publie un rapport sur l'accueil et la prévention de la maltraitance dans les établissements d'accueil du jeune enfant (hors crèches familiales et jardins d'enfants). La mission de l'IGAS a pris appui sur les études existantes, auditionné plus de 300 personnes (autorités, chercheurs, professionnels...) et visité 36 crèches dans huit départements métropolitains.

Le rapport de l'IGAS remis le 31 mars 2023 constate une très grande disparité des établissements en termes de qualité sur tous les plans (formation des personnels, moyens budgétaires, réflexivité pédagogique).

### **Pour que le droit n'oublie personne - Rapport annuel d'activité 2022**

Défenseur des droits, 2023, 108 p.

<https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/rapports/2023/04/rapport-annuel-dactivite-2022>

Chaque année, le Défenseur des droits rend compte de son action dans les cinq missions qui lui sont dévolues : défense des droits des usagers des services publics, défense et promotion des droits de l'enfant, lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité, respect de la déontologie par les professionnels de la sécurité, orientation et protection des lanceurs d'alerte.

[↩ Retour sommaire](#)

**État des lieux national sur le fonctionnement des conseils locaux de santé mentale (CLSM) -  
Edition 2023 / AMF, 2023, 40 p**

<https://medias.amf.asso.fr/upload/files/230330-Etat-des-lieux-CLSM-web.pdf>

Les conseils locaux de santé mentale (CLSM) sont des espaces de concertation et de coordination rassemblant élus locaux, représentants de la psychiatrie publique, usagers des services de santé mentale et leurs aidants, et tout acteur d'un territoire concerné de près ou de loin par la santé mentale. Le Centre national de ressources et d'appui aux CLSM publie un état des lieux national sur le fonctionnement des CLSM une fois tous les 4 ans.

Ce document répond à plusieurs objectifs :

- Produire une cartographie des CLSM en France, au regard de leur diversité et de leur développement important ces dernières années ;
- Avoir une connaissance détaillée du fonctionnement des CLSM, permettant notamment d'adapter les ressources et l'appui du centre ;
- Créer un outil de valorisation concret des CLSM.

[Retour sommaire](#)



## Pour aller plus loin...

### Sites internet

#### **La Base du numérique d'intérêt général**

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances : La Base du numérique d'intérêt général permet de réunir et d'organiser sur une même plateforme l'ensemble des outils et ressources utiles dans les activités de médiation et d'inclusion numérique. Ces outils et ressources peuvent être hébergés directement sur La Base, ou à d'autres endroits. Sans se substituer aux sites internet, bibliothèques d'outils, ressourceries... qui existent déjà, La Base a vocation à être l'établi des professionnels de l'inclusion et de la médiation numériques.
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Le numérique en Loire-Atlantique**

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

**«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»**

<https://thinkerview.com>

#### **Territoires conseil**

**Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**

<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale  
Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

[Retour sommaire](#)

### Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2023 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)